



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A2021\_182 ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION - TRAVAUX

Le Maire de la commune de Crémieu (Isère)

**Vu** la loi N°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions.

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L.2212-1 à L.2215-4,

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et R.411-8

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**Vu** la demande de M. Durier rue Frandin à Crémieu.

**CONSIDÉRANT** que pour permettre l'exécution de travaux d'évacuation de gravats, rue Frandin à Crémieu, d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou des personnes chargées de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu d'apporter des restrictions suivantes sur ces voies.

### ARRÊTE

**ARTICLE N°1 :** Le pétitionnaire est autorisé à procéder aux travaux tels que présentés dans sa demande, rue Frandin à Crémieu pour permettre la mise en place d'une benne de chantier au droit de son habitation dont le nettoyage régulier et la remise en ordre sera à sa charge.

**ARTICLE N°2 :** Le présent arrêté de circulation est valable du 28 au 29 octobre 2021, date à laquelle il expirera de plein droit.

**ARTICLE N°3 :** Pendant la durée du présent arrêté, la circulation sera interdite rue Frandin depuis la place Marcel Petit et la place du Plâtre entre 08 heures et 16 heures.

La chaussée devra être rendue à la circulation en dehors de la période de chantier.

**ARTICLE N°4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (4ème et 8ème parties), sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire sous le contrôle de la Police Municipale.

**ARTICLE N°5 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus.

**ARTICLE N°6 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Conformément à l'article R.102 du code des Tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE (38), dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication

Destinataires :

M. Durier

Police municipale/Services Techniques

Archives

à Crémieu, le 27 octobre 2021  
Le Maire